

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A
cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-sur-yon

La Roche-sur-yon, le 15 Avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMURFIT KAPPA FRANCE SAS

Cartonnerie de Mortagne
83 rue de La Louisière - CS 60044
85291 Mortagne-sur-Sèvre

Références : D24.0145
Code AIOT : 0006301135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE SAS implanté Cartonnerie de Mortagne 83 rue de La Louisière - CS 60044 85291 Mortagne-sur-Sèvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE SAS
- Cartonnerie de Mortagne 83 rue de La Louisière - CS 60044 85291 Mortagne-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0006301135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Smurfit Kappa exploite une usine de transformation de cartons sur la commune de Mortagne sur Sèvre

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques en zones ATEX	Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques hors zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
3	Dispositif d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.5.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.1.1	/	Sans objet
5	Réduction de la consommation en eau imposable à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de faire le point sur les suites de la précédente inspection et sur la consommation en eau du site.

Aucun écart majeur n'a été relevé.

Au vu de la consommation en eau des dernières années, le site n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques hors zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/03/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>[...]</p>

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées 4 rapports de vérification des installations électriques Q18 de mai et décembre 2023, de la société APAVE.

3 rapports concluent que l'installation électrique peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant précise que des travaux ont été effectués en interne afin de lever les non-conformités identifiées. Un rapport de suivi des travaux internes a été transmis à l'inspection des installations classées, ainsi qu'un bon d'intervention par une société extérieure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques en zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie / explosion

Prescription contrôlée :

3.1. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente :

Les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application.

3.2. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée :

Les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions du paragraphe 3.1, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion

[...]

Constats :

Pour mémoire, le décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 a été abrogé par le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 ; ce sont les dispositions de ce dernier, codifiées depuis 2016 au chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement.

Le rapport de vérification des installations électriques du 4 décembre 2023 pour le bâtiment façonnage précise que l'adéquation du matériel électrique en zone ATEX n'a pas été vérifiée et qu'il s'agit d'une prestation différente.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que les installations électriques présentes dans les zones ATEX sont constituées de matériels utilisables dans ces zones. Le cas échéant, l'exploitant peut prendre l'attache d'un organisme compétent pour vérifier que les installations électriques dans les zones ATEX sont constituées de matériels utilisables dans ces mêmes zones.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositif d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude des dangers. En particulier, le hall bobines, le hall onduleuse, l'atelier de transformation, le hall produits finis, le local transformateur, la chaufferie principale et le local déchets sont équipés d'un dispositif d'extinction automatique.
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification Q1 du 23 novembre 2023, de la société EQUANS. Ce rapport liste des non-conformités mais qui ne sont pas susceptibles de mettre en échec le système d'extinction. Ces non-conformités ont été observées et signalées depuis 2016.</p> <p>L'exploitant a réalisé l'audit trentenaire de l'installation de sprinklage en 2017. En 2021, une proposition technique a été réalisée. Le groupe Smurfit Kappa a donné son accord écrit pour le remplacement du dispositif de sprinklage le 19 décembre 2023, pour un montant total de 5,6 M€. L'exploitant a transmis cet accord à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a désormais pris l'attache d'un prestataire (AAI) pour le remplacement du dispositif de sprinklage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à la quantité suivante : origine de la ressource : réseau public consommation maximale annuelle : 20 000 m ³
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des tableaux de suivi de la consommation en eau pour les années 2020 à 2023.</p> <p>Le site dispose de 19 sous-compteurs d'eau, lui permettant d'identifier les consommations par secteur. L'exploitant précise que l'eau est utilisée pour la fabrication des colles, le nettoyage de l'onduleuse et du groupe imprimeur et la chaudière.</p> <p>Les consommations annuelles depuis 2020 sont les suivantes :</p> <p>2020 : 8989 m³ 2021 : 8727 m³ 2022 : 11358 m³ 2023 : 9190 m³</p> <p>La consommation en eau maximale autorisée est respectée. À noter que la consommation 2022 est plus élevée que les autres années à cause d'une fuite sur le réseau d'eau interne de l'usine.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réduction de la consommation en eau imposable à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1^{er}.

Constats :

Depuis 2020, le site a consommé moins de 10 000 m³ d'eau par an, sauf en 2022 où la consommation a été de 11358 m³ à cause d'une fuite d'eau. La consommation en eau du site pour les années 2020, 2021 et 2023 est représentative du niveau d'activité du site.

Par conséquent, le site n'est pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant n'est donc pas tenu de calculer son volume de référence.

Par ailleurs, l'exploitant précise que l'eau utilisée pour nettoyer les encolleuses et les rouleaux d'impression est récupérée, filtrée / décantée et réutilisée en partie.

Type de suites proposées : Sans suite
--